



iFi-LATINECO

CONJONCTURE ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE LATINO-AMÉRICAINNE

Novembre 2009



iFi-LATINECO

11 rue Tronchet - F-75008 PARIS

Tél. : +33 (0) 1 47 42 23 05 | Fax : +33 (0) 1 40 06 90 79 | ifi-info@latineco.com

www.latineco.com

SOMMAIRE

AMÉRIQUE LATINE	4
<i>ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE</i>	4
Une crise plus courte pour la région	4
ARGENTINE	5
<i>INDICATEURS MACRO-ÉCONOMIQUES</i>	6
<i>ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE</i>	7
Beaucoup de réformes, peu de concertation	7
Aides sociales inattendues	7
Combien faut-il pour ne pas être pauvre ?	8
L'inflation à surveiller en 2010	8
Taux en baisse, mais pas beaucoup d'emprunteurs	8
Refus de la hausse des indemnités pour cause d'accident	8
BRÉSIL	10
<i>INDICATEURS MACRO-ÉCONOMIQUES</i>	11
<i>ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE</i>	12
Le tournant étatiste de LULA	12
La promotion sociale en chiffres	12
L'industrie davantage confiante	13
Un impôt contre les mouvements spéculatifs	13
Réapparition du déficit public mensuel	13
CHILI	14
<i>INDICATEURS MACRO-ÉCONOMIQUES</i>	15
<i>ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE</i>	16
La campagne présidentielle suit son cours	16
Crédit conso : première baisse en 18 ans	16
Santiago a la confiance des investisseurs	16
Richesse, bien-être, investissements : le pays bien classé	17
COLOMBIE	18
<i>INDICATEURS MACRO-ÉCONOMIQUES</i>	19
<i>ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE</i>	20
Production de l'industrie manufacturière en baisse	20
Importations en nette baisse	20
Le dynamisme de la création d'entreprises à Bogotá	20

MEXIQUE	21
<i>INDICATEURS MACRO-ÉCONOMIQUES</i>	22
<i>ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE</i>	23
De l'électricité dans l'air	23
Faible hausse des salaires.....	23
Une dette qui inquiète	23
Nouveau déficit de la balance commerciale	24
URUGUAY	25
<i>INDICATEURS MACRO-ÉCONOMIQUES</i>	26
<i>ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE</i>	27
Présidentielle à l'heure de l'entre deux tours.....	27
Les dépenses des uruguayens	27
Du pain sur la planche pour le prochain gouvernement	27
Industrie : moins d'investissements en équipements	28

AMÉRIQUE LATINE

ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE

Une crise plus courte pour la région

La crise qui a touché le monde sera historique pour les pays d'Amérique latine non seulement à cause de ses effets mais aussi par la vitesse à laquelle la région s'en extirpe.

Par pays, le **Mexique** devrait enregistrer la plus forte chute d'activité économique tandis que le **Panama** et le **Pérou** devraient figurer sur le podium des meilleures performances. La **Bolivie** et l'**Uruguay** achèveraient eux l'année avec des chiffres positifs contre une croissance nulle au **Brésil** tout comme en **Colombie**. L'**Équateur**, le **Chili**, l'**Amérique centrale** et l'**Argentine** seront quant à eux tous dans le rouge. Notons que les chiffres 2009 de la croissance économique régionale varient selon les sources : -1,7% pour **Bank of America/Merrill Lynch** ou -2,6% pour le **Fonds monétaire international**, par exemple.

Les économistes ont noté une nouveauté : le fait que la reprise en Amérique latine est parallèle à celle des pays développés, contrairement à ce qui se passait auparavant. En effet, en période de crise globale, lorsque les marchés mondiaux diminuaient leurs achats de matières premières, les pays émergents, dont les latino-américains, plongeaient dans de profondes et longues périodes de récession dues à leur manque de capacité à administrer leurs ressources financières en période de cherté des capitaux.

Mais il faut être prudent face à tout optimisme exagéré, car ce n'est pas la même chose de sortir d'une crise tirée par la consommation/demande de la Chine, l'Inde et le Brésil que par la reprise vigoureuse de l'activité économique des États-Unis.

En Amérique latine, les premiers signes de reprise ont été constatés du côté du Brésil avec une production industrielle et une consommation en hausse. L'amélioration des prix des matières premières agit aussi dans le bon sens de la croissance, même pour le Mexique, le tout accompagné par des taux d'intérêt plutôt bas, ce qui est encourageant pour le commerce.

Une autre bonne nouvelle est celle d'une inflation sous contrôle, sauf au **Venezuela**, où le taux devrait atteindre **28,6%** en 2009 et dépasser les **29%** en 2010.

ARGENTINE



FICHE PAYS

Nom officiel República Argentina

Superficie 2 791 810 km²

Population 39,4M d'hab.

Densité de population 14,11 hab./km²

Langue officielle Espagnol

Capitale Buenos Aires - 3,1M d'hab. (Agglo. : 13,5M d'hab.)

Villes principales

Córdoba - 1,4M d'hab.

Rosario - 1M d'hab.

Mendoza - 870 000 hab.

Régime politique République fédérale (23 provinces + Capitale fédérale)

Chef d'État Cristina Elisabet Fernández de Kirchner (2008-2012)

Monnaie Peso (ARS)

INDICATEURS MACRO-ÉCONOMIQUES

ARGENTINE		2007	2008	2009 ^P
PIB (Md\$)		250,0	266,3	259,4
PIB (Δ %)		8,7	5,0	-2,6
PIB/hab. (\$)		6 427	6 759	6 584
Taux d'intérêt court* (%)		11,5	11,5	9,5
Taux d'inflation (Δ %)		20,0**	22,0**	15,0**
Taux de chômage* (%)		9,8	9,8	11,5
Solde commercial (Md\$)		14,5	13,18	Nd
Réserves internationales* (Md\$)		45,0	48,9	46,1
Dettes extérieures* (Md\$)		120,6	127,3	128,1
Taux de change (ARS) au 31/12	/USD	3,14	3,45	
	/EUR	4,6	4,92	

*Dernière donnée connue | **Calcul réel non-officiel

Répartition de la population par âge (%)

0-14	15-64	≥65
25,8	63,5	10,7

ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE

ARGENTINE

Beaucoup de réformes, peu de concertation

Tel pourrait être l'adage du couple **Kirchner**. Après la réforme de la taxation des exportations agricoles, du système de retraites, de législation sur les moyens de communication, sur le travail salarié, etc., voici venir les réformes du système politique. Le projet gouvernemental propose que tous les partis politiques convoquent des élections internes ouvertes, obligatoires et simultanées afin de désigner leurs candidats à la présidence, à la vice-présidence, à la Chambre des députés et au Sénat. Les partis politiques qui n'auraient pas atteint 3% d'adhérents sur le nombre total d'inscrits sur les listes électorales dans une des provinces du pays seraient supprimés. Enfin, le financement privé pour la publicité des partis dans les médias serait interdit. Ainsi, peu à peu, le couple présidentiel préparerait le terrain pour une éventuelle candidature présidentielle de **Néstor**, actuellement député élu lors des dernières législatives.

Une chose est claire, les **Kirchner** sont critiqués même au sein du parti péroniste et par tous les partis d'opposition, mais ces derniers sont incapables de nouer des alliances valables et durables capables de créer un front d'opposition unie, seule façon d'empêcher le retour au pouvoir du mari de l'actuelle présidente.

Aides sociales inattendues

La présidente **Cristina Fernández de Kirchner** a soudainement annoncé le déblocage de 10 milliards de pesos, soit près de **2,6 milliards de dollars**, pour aider les familles les plus démunies sous la forme d'une allocation de 180 pesos mensuels (47 dollars environ) par enfant âgé de moins de 18 ans (pas plus de cinq par famille). Le père, ou celui qui a la tutelle du mineur, ne pourra toucher la somme que s'il est chômeur ou travailleur au noir, ce dernier ne devant pas percevoir un salaire supérieur à 1 500 pesos mensuels (400 dollars). Au total, on estime qu'il y aurait près de **300 000** bénéficiaires de la mesure à partir de décembre prochain.

Cette décision, indéniablement démagogique et « sortie du chapeau » dans un contexte de chômage élevé et d'appauvrissement de la population, devrait avoir des retombées favorables auprès de l'électorat-clientèle « péroniste » habituel.

Vu d'un autre angle, le montant destiné à ce programme est équivalent au montant investi dans la création d'une entreprise de 10 000 employés touchant, en moyenne, 5 400 pesos mensuels (1 400 dollars). Autre exemple : le projet représenterait un montant de **14,2 millions de dollars** mensuels, soit l'équivalent du double de la masse

salariale de **Fiat Argentina**. En outre, il est supposé que l'allocation sera principalement utilisée dans l'achat de biens de consommation, représentant la facturation mensuelle de dix hypermarchés type **Carrefour** ou **Libertad**.

Cette importante mobilisation des fonds publics (provenant certainement des retraites nationalisées) aura une répercussion sur le commerce non seulement à la veille des fêtes de fin d'année mais aussi tout au long de l'année prochaine.

Combien faut-il pour ne pas être pauvre ?

Selon la **Fondation de recherches économiques latino-américaines**, en octobre dernier, une famille type devait avoir environ **425 dollars** de revenus mensuels pour ne pas passer sous le seuil de pauvreté. Ainsi, le panier de base (aliments et services) a augmenté de **1,3%** par rapport à septembre 2009 et **13,6%** depuis janvier 2009.

La valeur du panier de base alimentaire, qui sert à mesurer le niveau d'indigence, est fixée à **208 dollars**, environ soit **1,7%** de plus qu'en septembre et **15,5%** de plus depuis janvier.

L'inflation à surveiller en 2010

L'amélioration des conditions économiques prévue pour l'an prochain pourrait ouvrir les portes d'une progression de l'indice des prix qui pourrait osciller entre **15%** et **20%**. Il ne faut pas oublier que la crise avait provoqué une diminution de la consommation, réduisant les marges pour augmenter les prix et les salaires.

Taux en baisse, mais pas beaucoup d'emprunteurs

Un contexte de liquidité relativement élevée et d'augmentation de dépôts bancaires a encouragé les banques à lancer des campagnes pour inciter les entreprises à demander des emprunts. Malgré ces efforts, la demande du secteur reste presque inexistante car les signes de reprise ne sont pas totalement clairs et visibles.

En quelques jours, le taux du découvert est passé de **15%** à **12%** annuel. Il y a quelques mois, le taux oscillait entre **18%** et **20%**.

Refus de la hausse des indemnités pour cause d'accident

Les principales organisations patronales ont manifesté un refus total au décret qui augmente les indemnités pour les salariés victimes d'accidents du travail.

Celles-ci critiquent une mesure prise sans concertation et qui augmenterait les charges patronales à des taux non encore établis et sans contribuer à la résolution des problèmes posés par le nombre élevé des litiges et risque de les augmenter par manque de précisions.

PS : dans les entreprises légalement constituées, la moyenne des salariés non déclarés atteint **20%** du total.

BRÉSIL



FICHE PAYS

Nom officiel República Federativa do Brasil

Superficie 8 511 965 km²

Population 189,6M d'hab.

Densité de population 22,27 hab./km²

Langue officielle Portugais

Capitale Brasília - 2,4M d'hab.

Villes principales

São Paulo - 11M d'hab. (Agglo. : 19,7M d'hab.)

Rio de Janeiro - 6,14M d'hab. (Agglo. : 11,4M d'hab.)

Salvador - 2,9M d'hab. (Agglo. : 3,6M d'hab.)

Belo Horizonte - 2,4M d'hab. (Agglo. : 5M d'hab.)

Régime politique République fédérale (26 États + District fédéral)

Chef d'État Luiz Inácio Lula da Silva (2007-2010)

Monnaie Réal (BRL)

INDICATEURS MACRO-ÉCONOMIQUES

BRÉSIL		2007	2008	2009 ^P
PIB (Md\$)		1 350,0	1 425,6	1 422,7
PIB (Δ %)		5,4	5,6	-0,2
PIB/hab. (\$)		7 341	7 462	7 439
Taux d'intérêt court* (%)		11,25	13,75	8,75
Taux d'inflation (Δ %)		4,46	6,2	4,42
Taux de chômage* (%)		9,0	7,8	7,7
Solde commercial (Md\$)		40,0	24,7	Nd
Réserves internationales* (Md\$)		170,0	200,0	231,5
Dettes extérieures* (Md\$)		147,8	212,9	204,0
Taux de change (BRL) au 31/12	/USD	2,14	2,18	
	/EUR	2,6	3,28	

*Dernière donnée connue

Répartition de la population par âge (%)

0-14	15-64	≥65
27,0	66,8	6,2

ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE

BRÉSIL

Le tournant étatiste de LULA

Tout va bien pour l'ancien « métallo » devenu président d'une puissance mondiale qui de surcroît a plutôt bien supporté l'orage de la crise financière systémique et bien entamé sa sortie.

Il semblerait que **Lula** cherche à donner un rôle plus important à l'État dans l'économie profitant, par exemple, de la découverte de réserves de pétrole pour renforcer la position du pétrolier public **Petrobras**. Le président n'a pas hésité à taxer l'entrée des capitaux étrangers pour stabiliser le réal et à renforcer les fonds de la **BNDES** (56 milliards de dollars !), sans oublier les bruits qui ont couru sur le lancement d'un opérateur de téléphonie public haut débit, sur l'application d'une taxe aux minerais de fer exportés pour obliger le groupe **Vale** à produire de l'acier, etc. Ce renforcement du pouvoir d'intervention de l'État dans l'industrie et l'économie du pays n'est pas nouveau dans le pays et rappelle de mauvais souvenirs. Il est légitime de se demander quel chemin va suivre le Brésil une fois que Lula aura passé la main le 1^{er} janvier 2011.

La promotion sociale en chiffres

Selon l'**Institut de recherche économique appliquée**, entre 2005 et 2008, **18,5 millions d'individus**, soit environ 10% de la population du pays, sont « montés » dans une classe sociale supérieure. Ainsi, 11,5 millions de personnes sont passées de la classe moyenne à la classe haute et 7 millions de la classe basse à la classe moyenne.

De même, l'institut constate que la part des individus appartenant à la classe basse dans la population brésilienne totale est passée de 34% en 2004 à **26%** en 2008, soit le pourcentage le plus bas depuis 1995. Quant aux brésiliens les plus aisés, leur part est passée entre 2004 et 2008 de 31,5% à **36,6%** de la population. Les classes moyennes représentaient donc l'an dernier **37,4%** de la population.

Au niveau des régions géoéconomiques, c'est dans les Régions Sud-est (incluant Rio et São Paulo) et Nordeste que le volume « d'ascension » de la classe basse vers la moyenne a été le plus important (respectivement 36,3% et 34,1%). Enfin, la Région Sud-est totalise à elle-seule 51,2% des « arrivées » dans la classe haute.

L'industrie davantage confiante

Entre septembre et octobre derniers, l'indice de confiance de l'industrie calculé par la **Fondation Getúlio Vargas** a crû de **2,7%**, soit la plus forte hausse intermensuelle depuis septembre 2008. De même, entre octobre 2008 et octobre 2009, l'indice a augmenté de **7,4%**.

Un impôt contre les mouvements spéculatifs

Le ministre des Finances **Guido Mantega** a annoncé la création d'un impôt touchant les rentrées de capitaux étrangers *via* la bourse de São Paulo. Ce nouvel impôt, d'un taux de 2%, vise à contenir les mouvements de capitaux spéculatifs et à freiner la montée du réal par rapport au dollar. Ainsi, entre juin et août de cette année, le flux de capitaux étrangers placés sur le marché financier a atteint une moyenne de **322 millions de dollars** mensuels contre une moyenne de 186 millions de dollars mensuels entre mars et mai. Par ailleurs, depuis janvier, le réal s'est apprécié de **26%** par rapport au dollar, ce qui a provoqué une baisse des exportations de l'ordre de **25%**, les produits manufacturés étant les plus touchés.

Réapparition du déficit public mensuel

En septembre dernier, pour la première fois de l'année, l'État a enregistré un déficit, et ce, à hauteur de **3,33 milliards de dollars**, soit le déficit mensuel le plus élevé jamais enregistré pour un mois de septembre depuis l'année 2001. À titre de comparaison, en septembre 2008, l'État avait enregistré un excédent public de 3,83 milliards de dollars.

À noter : le calcul prend en compte les dépenses et recettes de l'État fédéral, des États, des municipalités ainsi que des entreprises publiques.

CHILI



FICHE PAYS

Nom officiel República de Chile

Superficie 756 626 km²

Population 16,6M d'hab.

Densité de population 21,94 hab./km²

Langue officielle Espagnol

Capitale Santiago - 4,9M d'hab.

Villes principales

Valparaíso - 300 000 hab. (Agglo. : 803 683 hab.)

Concepción - 216 061 hab. (Agglo. : 666 381 hab.)

Régime politique République

Chef d'État Verónica Michelle Bachelet Jeria (2006-2010)

Monnaie Peso (CLP)

INDICATEURS MACRO-ÉCONOMIQUES

CHILI		2007	2008	2009 ^P
PIB (Md\$)		135,6	140,5	138,4
PIB (Δ %)		5,1	3,6	-1,5
PIB/hab. (\$)		8 748	8 464	8 380
Taux d'intérêt court* (%)		5,75	8,25	0,5
Taux d'inflation (Δ %)		7,8	7,1	3,1
Taux de chômage* (%)		7,7	7,8	10,2
Solde commercial (Md\$)		23,8	10,16	Nd
Réserves internationales* (Md\$)		16,32	24,09	22,8
Dettes extérieures* (Md\$)		51,69	51,69	51,69
Taux de change (CLP) au 31/12	/USD	512,0	630,3	
	/EUR	707,0	914,8	

*Dernière donnée connue

Répartition de la population par âge (%)

0-14	15-64	≥65
23,6	67,6	8,8

ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE

CHILI

La campagne présidentielle suit son cours

À un peu moins d'un mois du premier tour de l'élection présidentielle (13 décembre), les rapports de force entre les trois principaux candidats restent les mêmes. En tête des sondages, le candidat de la coalition de droite **Sebastián Piñera** conforte son statut de favori avec un bon tiers des intentions de vote. Environ dix points derrière, le candidat de la gauche **Eduardo Frei** est bien parti pour accrocher le second tour prévu le 17 janvier prochain, à moins que le candidat indépendant de gauche **Marco Enríquez-Ominami** (environ 20% des intentions de vote) ne réussisse son pari et relègue l'ancien président à la troisième marche du podium.

PS : à quelques mois du terme de son mandat (le prochain président prendra ses fonctions le 11 mars 2010), **Michelle Bachelet** atteint des sommets de popularité. Selon l'institut **Adimark GfK**, **80%** des chiliens approuvent actuellement l'action de leur présidente. Dans la région, seul **Lula** atteint un niveau de popularité similaire.

Crédit conso : première baisse en 18 ans

Selon les prévisions de la **Chambre de commerce de Santiago**, le volume des crédits à la consommation va connaître une chute réelle de **4%** en 2009, la première baisse annuelle depuis 1983.

Actuellement, le volume du crédit à la consommation représente **24 milliards de dollars** et celui des crédits immobiliers **34 milliards de dollars**.

Enfin, entre 2008 et 2009, le rapport entre la dette des foyers chiliens et leurs revenus disponibles est passé de **68%** (chiffre record) à **67%** (40% en 2003).

Santiago a la confiance des investisseurs

Depuis le début de l'année, la Commission régionale de l'environnement de la Région métropolitaine de Santiago a autorisé **171** projets d'investissements sur la zone, représentant **4,33 milliards de dollars**. Ces chiffres sont respectivement supérieurs de **13,2%** et de **115,3%** à ceux de 2008.

Sur ces 171 projets, **67** concernent le secteur immobilier pour un montant de plus de **2 milliards de dollars**, soit quasiment la moitié du montant total investi.

PS : pour l'an prochain, la Commission avance un nombre de projets de 190.

Richesse, bien-être, investissements : le pays bien classé

Un classement réalisé avec des données de la BID, du FOMIN et de The Economist a révélé que le Chili et le Pérou sont premiers pays latino-américains en ce qui concerne les conditions d'investissements public et privé.

Par ailleurs, dans le classement de Legatum Institute (Legatum Prosperity Index), le Chili est le troisième pays latino-américain (36^{ème} mondial) sur les critères de la richesse et du bien-être, derrière le Costa Rica (32^{ème} mondial) et l'Uruguay (33^{ème}).

COLOMBIE



FICHE PAYS

Nom officiel República de Colombia

Superficie 1 141 748 km²

Population 41,97M d'hab.

Densité de population 36,76 hab./km²

Langue officielle Espagnol

Capitale Santa Fe de Bogotá - 6,8M d'hab. (Agglo. : 8M d'hab.)

Villes principales

Medellín - 3,5M d'hab.

Santiago de Cali - 2,6M d'hab.

Barranquilla - 1,7M d'hab.

Régime politique République

Chef d'État Álvaro Uribe Vélez (2006-2010)

Monnaie Peso (COP)

INDICATEURS MACRO-ÉCONOMIQUES

COLOMBIE		2007	2008	2009 ^P
PIB (Md\$)		172,4	176,7	177,4
PIB (Δ %)		7,52	2,5	0,4
PIB/hab. (\$)		4 108	4 210	4 274
Taux d'intérêt court* (%)		9,5	10,0	4,0
Taux d'inflation (Δ %)		5,69	7,67	3,2
Taux de chômage* (%)		11,2	10,1	12,2
Solde commercial (Md\$)		-0,82	-5,0	Nd
Réserves internationales* (Md\$)		20,66	23,12	23,12
Dettes extérieures* (Md\$)		43,3	45,85	46,5
Taux de change (COP) au 31/12	/USD	2 235	2 194	
	/EUR	2 944	3 227	

*Dernière donnée connue

Répartition de la population par âge (%)

0-14	15-64	≥65
29,4	65,1	5,5

ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE

COLOMBIE

Production de l'industrie manufacturière en baisse

Au cours de la période janvier-août 2009, la production réelle de l'industrie manufacturière du pays a chuté de 7,5% en variation interannuelle.

Sur les 48 activités industrielles analysées par le **Département administratif national de statistique**, 30 ont vu leur production baisser dans la période, avec comme secteur les plus touchés la sidérurgie, le textile, les machines et appareils électriques, la chimie de base et la production de minerais non métalliques. Parmi les 18 autres secteurs, ceux qui ont connu une croissance de leur production, se distinguent particulièrement les industries de base des métaux précieux et non ferreux, les boissons, la transformation de viande et de poissons, etc.

Importations en nette baisse

Au cours des huit premiers mois de 2009, les achats à l'extérieur du pays se sont chiffrés à **20,18 milliards de dollars**, soit 17,4% de moins que durant la même période de 2008.

Les trois catégories de produits dont les importations ont diminué le plus entre les deux périodes sont les combustibles, lubrifiants et électricité (-42,7% à 666,9 millions de dollars), les matières premières et produits intermédiaires destinés à l'agriculture (-28,1% à 827 millions de dollars) et les produits industriels (-27,2% à 6,92 milliards de dollars).

À noter : les trois premiers fournisseurs de la Colombie sont, dans l'ordre, les États-Unis (28,7% du total des importations), l'Union européenne (15,5%) et la Chine (10,8%).

Le dynamisme de la création d'entreprises à Bogotá

D'après une étude de **Global Entrepreneurship Monitor**, plus de 6 000 entreprises ont été créées l'an dernier dans la capitale colombienne. Chaque année, environ 2 millions de dollars sont consacrés à ces démarches, les secteurs les plus prisés par les entrepreneurs *bogotanos* étant les services aux entreprises, le commerce de détail et l'industrie.

PS : selon la **Chambre de commerce de Bogotá**, si la ville était un pays, elle serait la 7^{ème} puissance économique de l'Amérique latine. Bogotá compte actuellement 280 000 entreprises.

MEXIQUE



FICHE PAYS

Nom officiel Estados Unidos Mexicanos

Superficie 1 964 375 km²

Population 105,8M d'hab.

Densité de population 53,86 hab./km²

Langue officielle Espagnol

Capitale Ciudad de México - 8,7M d'hab. (Agglo. : 22M d'hab.)

Villes principales

Guadalajara - 4,2M d'hab.

Monterrey - 3,8M d'hab.

Puebla - 2,6M d'hab.

Régime politique République fédérale (31 États + District fédéral)

Chef d'État Felipe de Jesús Calderón Hinojosa (2006-2012)

Monnaie Peso (MXN)

INDICATEURS MACRO-ÉCONOMIQUES

MEXIQUE		2007	2008	2009 ^P
PIB (Md\$)		893,6	907,0	844,4
PIB (Δ %)		3,2	1,5	-6,9
PIB/hab. (\$)		8 446	8 573	7 981
Taux d'intérêt court* (%)		7,5	8,25	4,5
Taux d'inflation (Δ %)		3,76	6,5	4,1
Taux de chômage* (%)		3,4	4,25	6,1
Solde commercial (Md\$)		-11,1	-16,84	Nd
Réserves internationales* (Md\$)		75,7	77,13	80,1
Dettes extérieures* (Md\$)		163,0	163,0	163,0
Taux de change (MXN) au 31/12	/USD	10,9	13,34	
	/EUR	16,2	19,45	

*Dernière donnée connue

Répartition de la population par âge (%)

0-14	15-64	≥65
29,6	64,3	6,1

ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE

MEXIQUE

De l'électricité dans l'air

Le mois dernier, le président **Felipe Calderón** a signé le décret de dissolution de la **Compañía Luz y Fuerza del Centro (CLyFC)**, l'une des deux compagnies publiques d'électricité du pays avec la **Commission fédérale d'électricité**. Cette décision est motivée par les mauvais chiffres enregistrés par la compagnie notamment au niveau de ses pertes qui se sont élevées à **1,85 milliard de dollars** entre 2003 et 2008.

Cette dissolution n'est pas sans conséquences sociales puisque 46 000 salariés de la compagnie ont été licenciés. Un rassemblement de plus de 60 000 personnes a d'ailleurs eu lieu au début de ce mois de novembre à Mexico pour protester contre la dissolution de la CLyFC, rassemblement au cours duquel les syndicats ont appelé à une grève nationale.

Faible hausse des salaires

D'après une étude du cabinet **Hewitt Associates**, l'augmentation moyenne des salaires mexicains a été de **3,7%** en 2009, soit la hausse la plus faible sur les cinq dernières années. Dans cette même étude, on apprend que **34%** des entreprises du pays ont gelé leurs salaires, contre seulement 1% en 2008, une tendance que l'on retrouve surtout dans les secteurs de l'informatique, de l'automobile et de la chimie. De même, depuis le début de l'année, **52%** des entreprises n'ont procédé à aucun recrutement.

Le cabinet se montre cependant plus optimiste pour 2010 : la hausse moyenne estimée des salaires est de 5% et la proportion d'entreprises qui gèleront les salaires de 22%.

PS : à titre de comparaison, la hausse moyenne des salaires au Brésil en 2009 a été estimée entre 5,7% et 6%. Là aussi, ce sont les pourcentages les moins élevés sur les cinq dernières années.

Une dette qui inquiète

Le groupe bancaire **Banamex** a calculé qu'actuellement la dette brute du pays représentait **44%** du PIB (dette nette : 39,7%), soit au dessus des 40% préconisés par le **Fonds monétaire international** pour un pays développé.

Par ailleurs, selon les données de la Banque centrale, la dette nette mexicaine est passée de 1 697 milliards de pesos en décembre 2006 à 3 244 milliards de pesos en août 2009 (245 milliards de dollars), soit une augmentation de **91,2%**.

Nouveau déficit de la balance commerciale

Selon les statistiques officielles, en septembre dernier, le pays a enregistré son quatrième mois consécutif de déficit commercial, soit **-1,08 milliard de dollars**. Ce chiffre est inférieur de **63,4%** à celui de septembre 2008.

Dans le mois, les exportations se sont élevées à **20,74 milliards de dollars** (-17,3% en variation interannuelle) dont 2,78 milliards de dollars d'exportations pétrolières (-19,8%). Quant aux importations, elles se sont chiffrées à **21,82 milliards de dollars** (-22,1%).

PS : entre janvier et septembre 2009, les importations du Mexique ont été de **166,8 milliards de dollars**.

URUGUAY



FICHE PAYS

Nom officiel República Oriental del Uruguay

Superficie 176 215 km²

Population 3,42M d'hab.

Densité de population 19,41 hab./km²

Langue officielle Espagnol

Capitale Montevideo - 1,7M d'hab.

Villes principales

Salto - 100 572 hab.

Maldonado - 100 000 hab.

Paysandú - 86 000 hab.

Régime politique République

Chef d'État Tabaré Ramón Vázquez Rosas (2005-2010)

Monnaie Peso (UYU)

INDICATEURS MACRO-ÉCONOMIQUES

URUGUAY		2007	2008	2009 ^P
PIB (Md\$)		12,5	13,6	13,7
PIB (Δ %)		7,43	8,9	1,1
PIB/hab. (\$)		3 655	3 977	4 035
Taux d'intérêt court* (Δ %)		7,0	7,25	8,0
Taux d'inflation (%)		8,5	9,19	7,4
Taux de chômage* (%)		8,9	7,0	7,2
Solde commercial (Md\$)		-0,4	-2,8	Nd
Réserves internationales* (Md\$)		3,52	4,0	8,1
Dettes extérieures* (Md\$)		13,7	13,7	13,7
Taux de change (UYU) au 31/12	/USD	21,9	24,3	
	/EUR	32,2	34,8	

*Dernière donnée connue

Répartition de la population par âge (%)

0-14	15-64	≥65
22,7	64,0	13,3

ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE

URUGUAY

Présidentielle à l'heure de l'entre deux tours

Lors du premier tour de l'élection présidentielle du 25 octobre dernier, **José « Pepe » Mujica**, le candidat de la coalition de gauche du **Frente Amplio**, est arrivé sans surprise en tête avec près de 48% des suffrages, devant **Luis Alberto Lacalle** (29% des voix), du **Parti national** (centre-droit) et **Pedro Bordaberry** (17%) du **Parti Colorado** (droite).

Ces résultats annoncent donc un second tour, prévu le 29 novembre, entre MM. Mujica et Lacalle. Sachant que ce dernier va bénéficier du report de voix de M. Bordaberry, le résultat du scrutin risque d'être serré entre l'ex-guérillero et l'ex-président.

PS : le 25 octobre a eu lieu en parallèle des élections parlementaires. Le Frente Amplio a réussi à conserver la majorité dans les deux chambres (50 députés sur 99 et 16 sénateurs sur 30).

Les dépenses des uruguayens

Selon un récent sondage d'**Equipos Consultores**, seulement un uruguayen sur cinq aurait la possibilité d'épargner une partie de son salaire à la fin du mois alors que la même proportion rencontrerait des difficultés pour couvrir ses frais domestiques.

L'endettement des familles est le premier facteur qui entre en compte ici, puisqu'il représente 21,3% des dépenses du foyer. Il faut également ajouter l'augmentation des prix en général et particulièrement dans les services (éducation, santé, services à la personne) et l'alimentation (25% du budget familial). Toutefois, le pouvoir d'achat reste stable pour le mois de septembre dernier.

Du pain sur la planche pour le prochain gouvernement

Le calendrier économique du prochain gouvernement est déjà bien rempli avec le remboursement de la dette publique qui, selon les données de la Banque centrale, s'élève à **8,58 millions de dollars**, et se compose à 55% d'amortissement de capital et à 45% d'intérêts de la dette. Le point positif concerne l'échelonnement des paiements, qui pourra s'effectuer de façon à peu près équivalente tout au long du quinquennat.

Industrie : moins d'investissements en équipements

Les investissements industriels en équipements ont reculé de **10,2%** au troisième trimestre par rapport au trimestre précédent. Ce recul s'explique, selon la **Chambre des industries de l'Uruguay**, par la faible rentabilité et la difficulté à accéder à la demande extérieure de façon compétitive de certains secteurs industriels. En effet, exception faite des industries agroalimentaire, des boissons et du tabac, le montant des investissements a accusé une baisse de **17,9%** entre les deux périodes.

Néanmoins, il ne faut pas oublier le pic historique qu'a connu ce type d'investissements au premier trimestre, et d'ajouter que le secteur public fait preuve de dynamisme avec une croissance des investissements en équipements de **8%** entre les deuxième et troisième trimestres.